

JOURNAL



OFFICIEL

de la République Démocratique du Congo

Cabinet du Président de la République

Kinshasa - 1^{er} janvier 2005

Ville-Province de Kinshasa

Arrêté n° SC/129/BGV/CE/PBB/2004 du 04 octobre 2004 portant fixation des taux des frais de fonctionnement des écoles publiques dans la Ville de Kinshasa pour le premier trimestre 2004-2005

Le Gouverneur de la Ville de Kinshasa,

Vu la Constitution de la Transition ;

Vu le Décret-loi n° 031 du 08 octobre 1997 portant actualisation de la dénomination des Entités et Autorités Administratives en République Démocratique du Congo ;

Vu la Loi-cadre de l'Enseignement National n° 86-005 du 22 septembre 1986 ;

Vu la Loi n° 04/008 du 19 mai 2004 modifiant et complétant le Décret-loi n°081 du 02 juillet 1998 portant Organisation Territoriale et Administrative de la République Démocratique du Congo ;

Vu le Décret n° 04/041 du 16 mai 2004 portant nomination des Gouverneurs de Provinces ;

Vu l'Arrêté n° SC/112/BGV/CE/PBB/2004 du 31 août 2004 portant modification de l'Arrêté n° SC/0138/BGV/CJ/CM/1998 du 17 août 2004 créant la Commission Urbaine de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel ;

Vu la circulaire ministérielle n° MINEPSP/CABMIN/2977/2004 du 14 août 2004 portant contribution des parents au financement des Etablissements scolaires pour l'exercice 2004-2005 ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les taux des frais de fonctionnement des écoles publiques dans la ville de Kinshasa pour le premier trimestre conformément à la circulaire ministérielle n° MINEPSP/CABMIN/2977/2004 du 14 août 2004 ;

Vu le calendrier scolaire 2004-2005.

Vu l'urgence et la nécessité ;

La Commission Urbaine de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel entendue ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les frais de fonctionnement des écoles publiques, pour le premier trimestre de l'année scolaire 2004-2005 dans la Ville de Kinshasa sont fixés comme suit :

1. Enseignement maternel et primaire :
 - Ecoles ciblées/ Programme de Coopération
 - République Démocratique du Congo
 - UNICEF : 200 FC ;
 - Ecoles non ciblées : 400 FC ;
2. Enseignement Secondaire Général et normal : 500 FC ;
3. Enseignement Commercial, Social et Education Physique : 700 FC ;
4. Enseignement Technique, Industriel, Professionnel et Coupe et Couture : 1.000 FC.

Article 2 :

Les frais perçus contre remise d'un reçu et gérés par le Chef d'établissement sous le contrôle du Comité de Gestion de l'Ecole.

Article 3 :

Les frais techniques sont fixés, selon le niveau, de la manière suivante :

1. Coupe-Couture, Electricité, Mécanique, Electronique et Vétérinaire :
 - 3^{ème} année : 3.500 FC
 - 4^{ème} année : 3.500 FC
 - 5^{ème} année : 5.000 FC
 - 6^{ème} année : 5.000 FC
2. Commercial, Social et Education Physique
 - 3^{ème} année : 2.000 FC
 - 4^{ème} année : 2.000 FC
 - 5^{ème} année : 3.500 FC
 - 6^{ème} année : 3.500 FC

Article 4 :

Les frais de motivation du personnel enseignant debout sont fixés par l'Assemblée Générale des parents en présence du Chef de Sous-Division de l'EPSP ou de son Délégué après concertation avec le Comité Scolaire des parents, la Direction de l'école et les délégués des enseignants.

Article 5 :

Les frais dont question à l'article 4 ci-dessus ne peuvent en aucun cas être supérieurs aux frais perçus au troisième trimestre de l'année scolaire 2003-2004.

Article 6 :

Aucun prélèvement n'est autorisé sur les frais de motivation alloués par les parents aux enseignants debout.

Article 7 :

La perception et la gestion des frais visés à l'article 3 ci-dessus seront assurés par une Commission travaillant bénévolement et composée comme suit :

- (a) *Superviseur* : Le Chef d'établissement ;
 - (b) *Percepteur et Agent payeur* : L'Intendant, le Surnuméraire ou le Secrétaire selon la taille de l'école ;
1. *Contrôleurs* : 3 (trois) enseignants élus par les membres du personnel de l'école pour un mandat d'un trimestre ;
 2. *Auditeurs* : Le Président du Comité Scolaire des parents ou son Délégué et un Inspecteur d'enseignement.

Article 8 :

Les frais de motivation des enseignants assis sont fixés à 100 FC (Cent Francs Congolais) par élève.

Article 9 :

15 % (15 FC) du produit minerval sont alloués à la Commission Urbaine dont :

- 5 % sont versés à l'Hôtel de Ville à titre d'appoint à la supervision provinciale.

Article 10 :

Les frais de l'internant sont fixés par le Chef de Division de l'EPSP après avis de la Commission Urbaine de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, sur proposition des conseils de gestion des établissements scolaires organisant cette structure.

Article 11 :

Est prohibée la perception d'autres frais en dehors de ceux énumérés dans la nomenclature officielle.

Article 12 :

Le personnel des établissements publics d'enseignement bénéficie de l'exemption des frais de minerval pour leurs enfants légitimes ou sous-tutelle mais paie la moitié des frais de fonctionnement et de motivation en vertu de l'article 20 de l'Ordonnance relatif au personnel des établissements publics d'enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel.

Article 13 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Article 14 :

Les chefs de Divisions Urbaines de l'EPSP de Kinshasa-Est, Kinshasa-Centre et Kinshasa-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 04 octobre 2004.

Jean Kimbunda Mudikela
